

## **La France dans la mondialisation : Quelles réformes la France doit-elle engager pour rester dans la course ?**

**Intervenants** : Patrick Artus, chef économiste, Natixis et professeur à PSE ; Gilbert Cette, professeur à l'université Aix-Marseille ; Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie ; Amélie de Montchalin, députée de la 6<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne

**Modérateur** : Philippe Escande, journaliste, Le Monde

**Rédaction du compte-rendu** : Odile Altay-Michel (professeur de SES, académie de Paris)

La France voit sa situation dans la mondialisation se dégrader depuis quelques années. Se pose alors la question des réformes que notre pays doit mettre en place afin de pouvoir rester dans la course.

**Patrick Artus** considère que l'indicateur du commerce extérieur n'est qu'une conséquence d'autres indicateurs et qu'il est préférable de se focaliser sur trois éléments :

- le taux d'emploi : il est de 65% en France alors qu'il se situe entre 75 et 80% dans la plupart des pays développés ; si le taux d'emploi était plus élevé, les problèmes liés au taux de chômage, au déficit extérieur, au déficit public, seraient moindres ;
- la désindustrialisation : la capacité de production de l'industrie en France est 7% plus élevée aujourd'hui qu'en 1996, alors qu'elle est 30% plus élevée dans la zone euro, 55% plus élevée aux États-Unis et 100% plus élevée en Autriche. Avec le Portugal et le Royaume-Uni, la France est le pays dont la désindustrialisation est la plus importante ;
- l'incohérence en France entre le coût du travail et le niveau de gamme. Concernant le niveau de gamme, si on regarde la modernisation du capital, il y a 1,3 robot pour 1000 salariés dans l'industrie en France, contre 2,6 en Allemagne et 5 en Corée. Et la situation ne fait que s'aggraver : à la fin des années 90, la France avait un capital aussi moderne que celui de l'Allemagne ; 20 ans après, elle a un capital 2 fois moins moderne que celui de l'Allemagne. Dans le même temps, les coûts salariaux en France sont les mêmes qu'en Allemagne. Autrement dit, la France a les mêmes coûts qu'en Allemagne, mais un niveau de qualité identique à celui de l'Espagne. Comme on ne peut pas réduire les coûts salariaux, il est nécessaire de faire monter le niveau de gamme.

Par ailleurs, selon Patrick Artus, il est impératif de réduire les dépenses publiques de 3 points de PIB afin que le déficit ne se creuse pas. Pour cela, il faut que l'État détermine son périmètre d'intervention (notamment

en regardant les domaines dans lesquels il est plus efficace que le secteur privé et ceux dans lesquels il est moins efficace).

**Gilbert Cette**, qui partage ce diagnostic, attire notre attention sur 3 chiffres :

- parmi les 35 pays de l'OCDE, la France est en 31<sup>ème</sup> position en termes de taux de chômage ; la majorité des pays de l'OCDE sont en situation de plein-emploi ;
- le solde courant de la France est négatif. Cela ne signifie pas qu'on souffre d'un déficit de demande. On pâtit en fait d'un déficit d'offre pour répondre à la demande adressée à la France. Ce sont donc des politiques d'offre plutôt que des politiques de demande qui sont adaptées à la situation française ;
- parmi les 35 pays de l'OCDE, la France possède le niveau des dépenses publiques le plus élevé, avec le Danemark. Il est donc nécessaire de réduire les dépenses publiques (le millefeuille territorial est, par exemple, très onéreux en termes de dépenses publiques).

Autre élément important : le coût du travail au niveau des bas salaires, qui explique leur forte difficulté d'insertion sur le marché du travail, est lié à un salaire minimum très spécifique à la France. Même si les effets de ce salaire minimum sont compensés, depuis le début des années 90, par des allègements de charges, il faudra tôt ou tard réformer ce salaire minimum en se demandant quelles sont les politiques les plus appropriées pour lutter efficacement contre la pauvreté.

**Gilles de Margerie** partage également le diagnostic initial de Patrick Artus et insiste sur le fait qu'il ne faut pas, dans le domaine de la mondialisation, se contenter de regarder la situation de certains groupes emblématiques (comme celle de Renault ou de Peugeot dans le secteur automobile), parce qu'elle peut cacher des résultats beaucoup plus contrastés (25% d'emplois perdus dans le secteur automobile depuis 10 ans, déficit extérieur de 10 milliards d'euros pour ce secteur).

Autre élément d'attention : malgré le niveau élevé de l'investissement en France, cela ne se concrétise pas en termes de productivité. Cela s'explique par le fait qu'en France, il existe un comportement très important du maintien du statu quo : on investit dans ce que l'on sait déjà faire. Ceci est lié à la structure de la détention des entreprises (il n'y a pas beaucoup de pressions actionnariales sur les PME) et aux importantes rigidités, qui étaient induites par le droit du travail. Si notre économie était beaucoup plus mobile, on pourrait alors avoir à la fois un niveau d'investissement aussi élevé qu'actuellement, mais avec des investissements porteurs de croissance.

Pour cela, il faudrait notamment que la France modifie son regard et son attitude par rapport aux investissements. En effet, nous devrions être plus réactifs en cas, par exemple, de non-respect du business plan au bout de 6 mois et cesser le financement du projet en question, et à l'inverse ne pas hésiter à refinancer un autre projet présenté quelques mois plus tard.

Par ailleurs, si Gilles de Margerie reconnaît l'importance des réformes de structure à entreprendre pour améliorer la formation et permettre la montée en gamme, il s'interroge sur les mesures de moyen terme qui permettraient de rendre notre économie plus mobile, moins figée, et ce pour inciter au redéploiement (notamment en révisant le droit des entreprises), pour réallouer les moyens là où il y a des marchés, de la croissance. Il est également nécessaire de déterminer les secteurs dans lesquels l'État a un impact (énergie, agriculture, alimentaire) et de penser à l'impact des politiques macroéconomiques sur les industries, les secteurs économiques.

**Amélie de Montchalin**, qui partage le diagnostic initial de Patrick Artus, souhaite, de son côté, attirer l'attention sur deux facteurs essentiels qui font défaut à la France : pour avoir du travail, il faut du capital et donc de l'investissement, et pour avoir de l'industrie, il faut de l'innovation et donc du capital humain.

Concernant le premier facteur, le principal problème de la France est que notre système finance très bien pour faire la même chose (via des emprunts bancaires), mais, en raison d'un manque de fonds propres, il finance beaucoup moins bien l'innovation notamment dans les PME et les ETI. Or, on ne changera pas un appareil productif vieillissant avec des outils bancaires classiques à 3 ans. Il faudrait donc réussir à avoir des produits d'épargne ayant les mêmes horizons de temps que les projets des entreprises.

Concernant le deuxième facteur, un sondage réalisé auprès de 1000 entreprises met en avant le fait que Paris est classée 6<sup>ème</sup> sur 6 des grandes métropoles en termes de disponibilité de ressources qualifiées, de qualité de la recherche et de l'innovation. Autrement dit, notre capital humain n'est pas reconnu.

En conclusion, sur le périmètre de l'État, Amélie de Montchalin considère qu'il faut profiter de l'insatisfaction générale pour mettre en place des réformes : d'un côté, les agents publics n'ont pas les moyens, l'organisation et l'infrastructure de travail leur permettant de répondre aux attentes des Français et de l'autre côté, les Français disent aimer le service public, mais que ce dernier ne répond pas aux attentes.